Lubersac : finances de la commune

Commune · Corrèze (19) · 2 305 habitants · tranche 2 000 à 3 499 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Lubersac affichait un encours de dette de 371 k€, soit 161 € par habitant, une épargne brute égale à 29,2 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 0,5 ans.

Dette par habitant
161 €
371 k€ au total

Capacité de désendettement
0,5 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
29,2 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
826 € / hab.
1,9 M€ au total

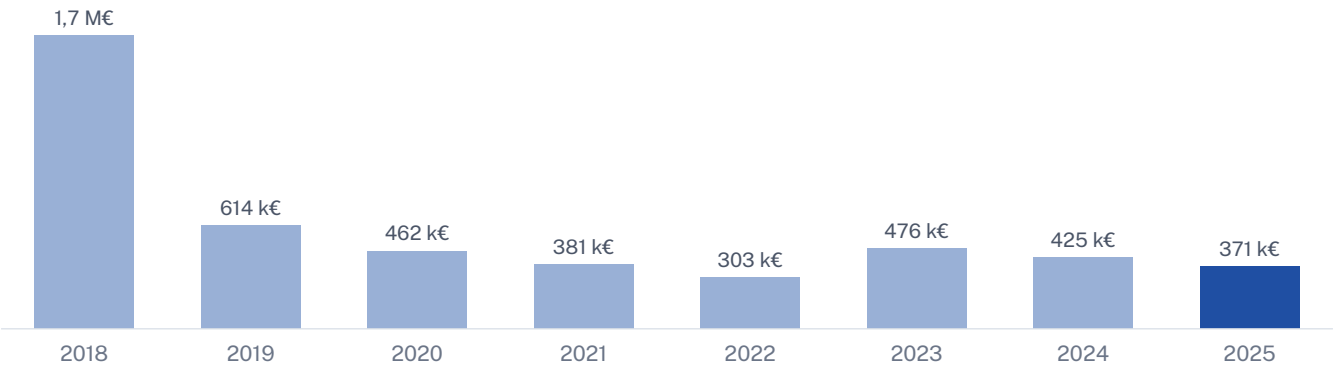
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 2 290 communes de 2 000 à 3 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	826 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	53,6 %	443 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	29,2 %	340 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	161 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	719 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	783 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 1,7 M€ en 2018 à 371 k€ en 2025 (-78,7 %). Valeur la plus basse : 303 k€ en 2022.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	1,7 M€	34,7 %	2,1 ans	590 k€
2019	614 k€	37 %	0,7 ans	825 k€
2020	462 k€	39,5 %	0,5 ans	570 k€
2021	381 k€	33,4 %	0,5 ans	914 k€
2022	303 k€	26,8 %	0,5 ans	1 M€
2023	476 k€	31,5 %	0,6 ans	1,5 M€
2024	425 k€	28,2 %	0,6 ans	971 k€
2025	371 k€	29,2 %	0,5 ans	1,7 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Lubersac	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	161 €	759 €	−78,8 %
Impôts locaux par habitant	783 €	679 €	+15,2 %
Frais de personnel par habitant	443 €	504 €	−12,1 %
Investissement par habitant	719 €	400 €	+79,9 %
Taux d'épargne brute	29,2 %	16,8 %	
Capacité de désendettement	0,5 ans	3,4 ans	

Jumelles : Bouin (85), Saint-Savinien (17), Pont-de-Vaux (01), Bourbon-l'Archambault (03), Le Faouët (56), Châtillon-Coligny (45), Luneray (76), Saintes-Maries-de-la-Mer (13), Maurs (15), Saint-Jean-Pied-de-Port (64). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	2 266	2 305	+1,7 %	−0,4 %
Dette par habitant	271 €	161 €	−40,6 %	−36,4 %
Impôts locaux par habitant	698 €	783 €	+12,2 %	+26,6 %
Frais de personnel par habitant	316 €	443 €	+40,3 %	+18,9 %
Taux d'épargne brute	37 %	29,2 %	−7,8 points	+1,9 point
Capacité de désendettement	0,7 ans	0,5 ans	−0,2 an	−1,2 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		2 914 €		2 568 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Lubersac	Comparaison
Habitants (2023)	2 246	−0,8 % depuis 2012 (département : −0,2 %)
65 ans ou plus (2023)	36 %	département : 28,8 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1,8 pour 100 habitants	département : 2,6
Salariés du secteur privé (2025)	650	−3,7 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	146	−13,6 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	97	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

830 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 1 160 emplois, soit 132 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	7,5 %	3,6 %	1,3 %	5,7 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	8,1 %	7,8 %	6,6 %	6,7 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	8,1 %	11,4 %	20,1 %	8 %
Professions intermédiaires	19,2 %	25,7 %	26,4 %	22,3 %
Employés	26,6 %	28,7 %	26,1 %	21,2 %
Ouvriers	30,5 %	22,8 %	19,5 %	36,1 %

Professions les plus exercées par les habitants : Nouvelle-Aquitaine

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	50 290	2 %
Infirmiers en soins généraux salariés	39 830	1,6 %
Secrétaires, employés de la bureautique	38 670	1,5 %
Agents de service des établissements de santé	36 450	1,4 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	35 650	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	34 900	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	32 950	1,3 %
Conducteurs de poids lourds	31 890	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	31 170	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	29 890	1,2 %
Employés de libre-service du commerce	25 910	1 %
Assistants maternels agréés	23 890	0,9 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Corrèze (19)) : 8 767 au moins, dont 61,7 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Viticulteurs, arboriculteurs	756	41 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	660	96,5 %
Agriculteurs	448	42,4 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	376	64,1 %
Aides-soignants	358	90,5 %
Maraîchers et horticulteurs	330	88,8 %
Agents d'entretien de locaux	285	56,5 %

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	254	31,9 %
Secrétaires bureautiques et assimilés	199	53,3 %
Employés de libre service	184	33,2 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Lubersac
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	941 k€ pour 15 projets
Par habitant	408 € (communes de même taille : 182 € ; département : 463 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	33,2 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DETR	Creation d'un hotel restaurant : maison ducloux - 1ere tranche fonctionnelle	150 000 €
2023	DETR	Rénovation de la toiture de l'abattoir	71 078 €
2023	DETR	Rénovation d'un bâtiment communal et installation d'une boucherie charcuterie	57 809 €
2025	DSIL	Mise en accessibilite de salles associatives et d'espaces publics, voirie et desimpermeabilisation	32 166 €
2023	DETR	Rénovation d'un court de tennis	13 466 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.